

POURQUOI LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

A l'heure actuelle, la croissance économique a un coût écologique considérable compte tenu de l'utilisation massive des énergies dites « fossiles » (gaz, pétrole, charbon,...). **L'utilisation de ces énergies fossiles accroît la concentration en gaz à effet de serre dans l'atmosphère** (dioxyde de carbone, CO₂ notamment) et crée les conditions d'un déséquilibre environnemental dont nous commençons à percevoir les conséquences partout dans le monde.

Ainsi, l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des conditions météorologiques extrêmes nous permet, d'ores et déjà, d'entrevoir la réalité du **changement climatique**, ainsi que de ses conséquences actuelles et futures. La France n'est, bien sûr, pas épargnée, comme en témoignent les nombreux phénomènes climatiques extrêmes au cours de la décennie passée (tempêtes de 1999, Klaus en 2009, Xynthia en 2010, etc.). Les conséquences directes (élévation de la température) et indirectes (fonte des glaciers, élévation du niveau de la mer, désertification, augmentation de la puissance des cyclones...) du réchauffement climatique **fragilisent et fragiliseront donc de nombreux territoires et leurs activités économiques**. Ils questionnent l'avenir de millions d'êtres humains, notamment les plus modestes. Il est estimé que près d'un milliard d'humains seront forcés de migrer d'ici à 2050, dont plus de la moitié à cause du dérèglement climatique et de ses conséquences indirectes. Ils sont appelés les **réfugiés climatiques**.

Les émissions de gaz à effet de serre sont, pour 75 % d'entre elles, directement liées aux consommations d'énergies fossiles. Il s'agit donc d'un levier très important pour lutter contre le changement climatique. Cependant, nous n'avons jamais consommé autant. Nous consommons ainsi près de deux fois plus d'énergie aujourd'hui qu'en 1975 et cinq fois plus qu'en 1950. Et la demande mondiale en énergie ne va cesser de croître pendant les décennies à venir. Non seulement la démographie mondiale augmente fortement, nous venons de passer le cap des 7 milliards d'êtres humains et nous serons plus de 9 milliards sur terre en 2050, mais de nombreux pays en développement émergent économiquement et de ce fait, consomment beaucoup plus d'énergie. Ces pays s'ajoutent aux pays développés qui sont eux aussi d'importants consommateurs de par la masse de leur population, leurs procédés de production et modes de vie.

En parallèle, les **ressources d'énergies fossiles s'amenuisent** progressivement et ne suffiront certainement pas à subvenir aux besoins de tous. Ce tarissement des réserves couplé à la demande croissante en énergie, a pour effet d'**augmenter le prix de l'énergie**, mais aussi d'**accentuer l'impact environnemental** (les ressources sont de plus en plus difficile d'accès et les procédés d'extraction plus polluants ou à risques). Là encore, ce sont les plus modestes, qui n'auront pas les moyens de faire face à l'augmentation du prix de l'énergie, qui subiront ces conséquences. Aujourd'hui en France, on estime que près de 8 millions de français (près de 4 millions de ménages, soit plus de 1/7ème de la population) sont touchés par la **précarité énergétique**. Il y a donc là une dimension solidaire et citoyenne. Le climat est indivisible et concerne tous les citoyens du monde. D'autres questions (la faim dans le monde, l'analphabétisation, les maladies, ...) sont aussi planétaires, mais sans dépendance des pays entre eux, contrairement à la question du changement climatique. En effet, les émissions de gaz à effet de serre ont des impacts non seulement dans les pays où elles sont produites, mais également sur l'ensemble du globe (terre et océan) de par la diffusion des gaz dans l'atmosphère. **Le changement climatique est donc la première question politique mondiale à solidarité obligatoire.**

Face à l'importance du chantier, la mobilisation de tous passe notamment par une intégration des enjeux dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques. Si les gouvernements des pays signataires du Protocole de Kyoto négocient encore les moyens de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre, les collectivités se trouvent en première ligne pour coordonner l'action des acteurs et susciter la mobilisation à l'échelon local. Les orientations nationales sont prises et les collectivités sont le relais indispensable à leur mise en œuvre. Par exemple, **les villes jumelles d'Angers s'engagent également dans une lutte contre le dérèglement climatique**. Des liens entre Angers et ces collectivités permettent l'échange de bonnes pratiques.

Exemples d'initiatives mondiales : les villes jumelles angevines

 [Présentations des démarches plan climat des villes jumelées à Angers et Angers Loire Métropole - 2 Mo](#)

 [Presentation Bamako.ppt - 83 Ko](#)

 [Presentation Haarlem.ppt - 3 Mo](#)

 [Presentation Osnabruck.ppt - 10 Mo](#)

 [Presentation Wigan.ppt - 2 Mo](#)